



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue du général de Gaulle  
CS 90524  
43009 Le Puy-en-Velay

Le Puy en Velay, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

AVENUE CHARLES LINDBERGH  
33700 Mérignac

Références : UID4243-MEA-025-0296

Code AIOT : 0005600967

Annexe : planche photographique

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Lieu-dit Les Barrys 43200 Yssingaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est effectuée dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation de la carrière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Lieu-dit Les Barrys 43200 Yssingaux
- Code AIOT : 0005600967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE, filiale du groupe COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE, exploite 5 carrières en Haute-Loire dont la carrière de basalte d'Yssingeaux. Cette carrière a été autorisée à poursuivre et à étendre son exploitation par arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 pour une durée de 30 ans, sur une superficie d'environ 163 000 m<sup>2</sup>. Environ 5/6 tirs sont effectués par an.

La carrière est relativement isolée et jouxte la centrale à enrobé Sillon Rhodanien enrobés.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux sur le site	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025	Sans objet

## 2-3) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2025
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des eaux sur le site
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entreprise NEXSTONE (groupe colas) dispose d'une carrière de basalte à Yssingaux. Il a été déposé le 18/10/24 un dossier de renouvellement pour 30 ans et d'extension de la carrière. Une demande de compléments a été formulée le 09/09/25, notamment sur l'aspect eau. Une réunion s'est tenue le 17/10/25; pour que DDT-NEXSTONE-DREAL puissent échanger sur cette demande de compléments et les attendus des services de l'Etat pour poursuivre ce dossier. Cette visite s'inscrit dans cette même démarche.
<b>Constats :</b>  <b>Contenu des échanges</b> - <u>Gestion générale des eaux</u> L'eau sur le site permet 3 usages : le lavage des gravillons, l'arrosage des pistes, et l'abattage des poussières. L'eau utilisée provient de l'eau pluviale. L'eau s'accumule en fond du carreau. Les eaux s'infiltrant lors des pluies sur le site. Il conviendrait de fournir un plan de gestion des eaux du site (sens d'écoulement des eaux, procédé de captage, plan de circulation de l'eau et dimensionnement du bassin versant). Il faudra également justifier que les eaux restent et s'infiltrant réellement sur site (fournir un plan des fossés périphériques du site). - <u>Atelier</u> Un atelier d'entretien/maintenance des engins est sur site. Il est imperméabilisé et sur rétention. Une plateforme engin jouxte l'atelier, cette dernière est aussi sur rétention. Cette zone imperméabilisée est reliée à un décanteur déshuileur régulièrement entretenu. Il dispose d'une vanne de sectionnement en cas de pollutions accidentelles. La superficie des surfaces imperméabilisées doivent être calculés. - <u>Station de lavage</u> La station de lavage des gravillons est en circuit fermé. Les bassins sont entretenus environ 1 fois/semaine, et les gravillons sont remis dans la carrière. Fournir un plan d'utilisation des eaux utilisées dans le process et du trop plein du bassin sous les orgues et des différents bassins de réception des eaux de lavages sous les trémis. - <u>Puisard</u> Le dossier d'autorisation stipule la présence d'un "forage", ce qui est une erreur de langage. Cet ouvrage sur site pourrait être qualifié de "puisard". C'est un drain situé à la hauteur de l'ancien carreau (environ 4 à 6 m de profondeur), dans lequel les prélèvements sont effectués à l'aide d'une pompe. Afin de connaître les volumes prélevés, il est comptabilisé les heures de fonctionnement de la pompe multiplié par son débit. Il conviendrait de fournir des plans et des coupes de cet ouvrage, en précisant sa profondeur réelle (cote du carreau initial fond et haut du

puisard + cote carreau où les eaux d'exhaures sont présentes actuellement + cote terrain remblayé) .

- Bassin de rétention des eaux Un bassin de rétention se situe près de la station de lavage. Il récupère aussi les eaux pluviales. Une pompe équipée de compteur horaire permet le prélèvement de l'eau du bassin pour l'alimentation de la station de lavage.

- Mare Une mare est identifiée dans l'emprise de la future extension. L'exploitant, dans le cadre de son avancement, entraînera la destruction de cette mare (en phase 1, soit dans les 5 premières années à l'issue de l'autorisation). Selon l'OFB, la végétation est typique d'une mare toujours en eau. L'exploitant lui relate le fait qu'elle s'assèche par période. Dans cette mare, vit le triton palmé, espèce protégée. Il est prévu, conformément à la réglementation (compensation demandée à 200%), de recréer une mare, recréer un habitat similaire et déplacer la faune et la flore présente. L'exploitant s'assurera du fonctionnement de la nouvelle mare avant la destruction de l'ancienne. Cette mare se situe dans une zone d'évitement, au sein du périmètre ICPE, mais pas de l'extension. la DTT et l'OFB émettent des doutes quant à l'alimentation en eau de la nouvelle mare au vu de l'emplacement. L'exploitant indique que l'emplacement a été décidé par des écologues, et qu'un fond argileux permettra de retenir les eaux. Il est prévu aussi 3 autres petites mares plus au nord de l'extension. L'exploitant doit s'assurer de l'efficacité des mesures ERC prises avant la destruction de la première mare. Il convient de clarifier la situation de la zone également, et éclaircir le fait qu'il pourrait s'agir d'une zone humide, ou non en réalisant une étude pédologique sur l'extension du site conformément à l'AM du 24 juin 2008.

La DREAL et la DDT restent disponibles en cas de question.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit intégrer aux futurs compléments les remarques de la présente visite, soit :

- statuer sur la qualification de la zone entourant la mare en zone humide: en réalisant une étude pédologique sur l'extension du site conformément à l'AM du 24 juin 2008,
- procéder au calcul de surface du bassin versant intercepté en fournissant un plan de gestion des eaux (sens d'écoulement des eaux, procédé de captage, plan de circulation de l'eau et dimensionnement du bassin versant + plan des fossés périphériques du site + fournir un plan des fossés périphériques du site),
- s'assurer de l'efficacité des mesures ERC concernant la mare et notamment de son alimentation en eau,
- fournir des plans et coupes du puisard (cote du carreau initial fond et haut du puisard + cote carreau où les eaux d'exhaures sont présentes actuellement + cote terrain remblayé) .
- justifier de l'utilisation des eaux dans le process en fournissant un plan d'utilisation des eaux utilisées dans le process et du trop plein du bassin sous les orgues basaltiques et des différents bassins de réception des eaux de lavages sous les trémis.
- procéder au calcul des surfaces imperméabilisées.

A noter que ce constat a été rédigé avec la DDT.

**Type de suites proposées :** Sans suite